



## L'édito de Richard Yung



Nous avons donc maintenant le résultat du second tour des législatives. Ils ne constituent pas vraiment une surprise même si cela fait beaucoup pour nous, militants de gauche : éviction de Jospin au premier tour, barrage contre l'extrême-droite et appel à voter Chirac, premier tour des législatives, deuxième tour des législatives. Nous devons reconnaître notre défaite au lieu d'expliquer que le PS s'en sort bien, que ce n'est pas si grave, que ce n'est pas un raz de marée pour la droite, que la faute n'est pas à notre action, que la droite va avoir de grands problèmes, toutes choses sans doute vraies prises séparément mais qui ne témoignent pas d'une grande volonté de faire un bilan sérieux. Il n'y a pas de honte à parler vrai. Une des causes de la situation actuelle a été notre faible capacité à écouter ainsi que l'arrogance d'une partie de nos dirigeants. On l'a bien vécu lors de la campagne présidentielle et en voyant fonctionner le fameux "Atelier".

On voit également la nécessité de réorganiser le fonctionnement interne du Parti pour qu'il puisse écouter et comprendre ce qui se passe dans le pays. Outre le bilan critique que nous devons aborder collectivement car nous avons fait nos grands choix politiques collectivement et travaillé ensemble tant au niveau du parti qu'au niveau du gouvernement, nous devons ouvrir plusieurs grands dossiers :

- comprendre les évolutions en profondeur de la société française, pourquoi plusieurs catégories sociales se sentent menacées et se réfugient soit à l'extrême-droite soit en abstention
  - reformuler un projet de société (non pas seulement un programme politique)
  - relancer le débat sur l'union de la gauche avec le PC, les Verts mais aussi l'extrême-gauche et les composantes des forces populaires
- Une des grandes leçons de la période, c'est de nous rappeler que sans union, la défaite est garantie.

Comme beaucoup, j'appelle de mes vœux un grand débat interne au PS puis ouvert à toute la gauche sur toutes ces questions,

avec pour objectif une "refondation" et non un replatrage.

Nous devons nous donner du temps pour ce débat ; il prendra plusieurs mois et il nous faut pour cela un calendrier raisonnable.

C'est la position que je défendrai au prochain Conseil national.

Nous, français de l'étranger, nous devons participer activement à cette démarche même si cela est plus difficile et en discuter avec tous nos partenaires de la gauche. Le Bureau Fédéral fera des propositions lors de sa réunion des 6 et 7 Juillet prochains.

**Richard Yung**  
premier secrétaire fédéral

## Bienvenue aux nouveaux adhérents

C'est par dizaines que de nouveaux adhérents se sont manifestés depuis le 21 avril auprès des sections de la FFE: un atout incontestable pour les débats qui s'ouvriront prochainement au sein du parti socialiste et auxquels ceux-ci prendront part comme les adhérents de la fédération. Le sursaut démocratique qui a jaillit au lendemain du premier tour des élections présidentielles et s'est traduit par d'imposantes manifestations à l'occasion du premier mai, a continué à travailler les esprits malgré le taux d'abstentions aux élections législatives.

Dans cette période tourmentée, Richard Yung, premier fédéral, dans ses périple inlassables, n'a cessé d'encourager les militants de la Fédération des Français à l'Étranger à se constituer en sections. Dans cette perspective, il a rencontré la section de Stockholm pour l'inciter à



relancer ses activités. D'autres camarades se préparent à constituer leurs sections en Ile Maurice, sur la Côte Est des États-Unis, en Allemagne du Nord. Dans plusieurs pays ce pas important a été franchi. Souhaitons que très prochainement, dans tous ces lieux où vivent des Français, de nouvelles sections voient effectivement le jour.

# Le bureau fédéral de la FFE alerte

**V**oici quelques semaines, la Haute Cour Constitutionnelle malgache a proclamé, après vérification des bulletins de vote concernant le premier tour des élections présidentielles, Marc Ravalomanana élu Président de la République Malgache avec plus de la majorité des suffrages exprimés. Le nouveau pouvoir a progressivement installé son autorité et contrôlé maintenant la plus grande partie du pays.

La mise en place de barrages routiers et le blocus imposé à l'ensemble de la population durant plusieurs mois, la destruction de ponts et d'ouvrages publics, représentent autant d'exactions contraires aux intérêts du peuple malgache qui décrédibilisent le

camp du Président sortant. Les accusations récentes, présentées dans les médias internationaux, de recrutement de mercenaires étrangers pour tenter de maintenir une autorité de plus en plus déliquescence et marginale discréditent gravement Didier Ratsiraka.

Prenant acte de cette évolution de la situation politique ainsi que de l'adhésion populaire constatée dont bénéficie le nouveau pouvoir, le Bureau Fédéral de la FFE considère que la reconnaissance, par la communauté internationale, de la légitimité du nouveau président élu, apparaîtrait aujourd'hui cohérente et facilitatrice d'une rapide sortie de crise et d'une relance de l'activité économique, redonnant espoir à une population dramatiquement éprouvée.

Dans un souci d'apaisement et de réconciliation nationale, cette reconnaissance serait accompagnée par la mise en place d'un gouvernement d'ouverture rassemblant les différentes parties en conflit ainsi que le préconisaient les accords dits de "Dakar 1 et 2". Conformément à "Dakar 2", des élections législatives seraient organisées selon le calendrier actuel des échéances électorales de la République Malgache, soit dans un délai d'une année.

## Sortir de la crise

La position actuelle de l'OUA, présentée lors de la réunion des chefs d'états sur la crise malgache à Addis-Abeba le 21/06/02, méconnaît l'évolution de la situation politique de la grande île. Poursuivre dans la voie d'une solution électorale d'un deuxième tour des élections présidentielles fige la situation de crise. Il apparaît maintenant que l'OUA n'est pas en mesure de fournir à la communauté internationale une solution africaine de sortie de crise.

Aussi le Bureau Fédéral de la Fédération des Français de l'Etranger demande au Secrétariat international du Parti Socialiste :

- de reconnaître sans plus tarder pleinement la légitimité du nouveau Président élu de la République Malgache Marc Ravalomanana.

- d'oeuvrer auprès de la communauté internationale dans ce sens pour accélérer la sortie de crise, le redémarrage de l'économie du pays et d'atténuer ainsi les souffrances actuelles de la population malgache.

## Côte d'alerte dépassée

**N**os camarades de Madagascar partagent avec tout le peuple malgache une situation extrêmement difficile. Depuis les élections présidentielles où les résultats des urnes ont été contestés par le candidat sortant Didier Ratsiraka, au détriment de Marc Ravalomanana déclaré gagnant.

En attendant, des centaines de personnes ont perdu leur travail. Le carburant manque empêchant les déplacements. L'électricité est

coupée chaque soir par quartier et la vie quotidienne devient chaque jour de plus en plus précaire pour la majorité.

Les négociations en cours n'ayant pas réussi, il faut néanmoins retrouver le plus tôt possible le chemin de la paix civile, condition indispensable à la relance de la vie économique et d'un processus de développement.

Le bureau fédéral de la FFE a pris position et s'est adressé aux instances du Parti.

## CONFLIT AU PROCHE-ORIENT

# Mettre fin à l'usage systématique de la violence

**La section du Gabon, s'adresse à François HOLLANDE, Premier secrétaire national**

Monsieur le Premier secrétaire, Cher camarade,

La section du Gabon suit avec inquiétude les événements du conflit israélo-palestinien. Elle se prononce pour une paix juste et durable au Proche-Orient, objectif qui nécessite l'existence de deux états politiquement indépendants et assurés de leur sécurité. Elle demande la reconnaissance d'Israël par l'ensemble des pays de la région, l'arrêt des attentats terroristes, le renoncement à l'usage de la force militaire par l'état hébreu et le retrait de son armée des territoires palestiniens, le traitement du statut des réfugiés et du statut de Jérusalem.

Elle condamne à la fois la poursuite des attentats terroristes palestiniens et le choix militariste du gouvernement Sharon. Elle dénonce, comme particulièrement inacceptables, les actions de destruction systématique des infrastructures des territoires palestiniens menées par l'armée israélienne qui conduisent volon-

tairement ce peuple vers une situation extrême de survie dans un climat entretenu de terreur et de tension permanentes.

Elle dénonce la démission de la communauté internationale, se pliant au refus israélien de mettre en place une commission d'enquête alors que demeurent de pesantes accusations concernant la nature des interventions opérées par l'armée israélienne dans le camp de réfugiés palestiniens de Jenine. Cette déresponsabilisation, orchestrée par les USA et subie par les Européens, est totalement inacceptable. Elle appelle à la mise en place d'une force internationale d'interposition et de médiation permettant de stopper le processus de guerre à l'œuvre chez les deux parties. Elle rappelle que seule une solution politique négociée permettra l'instauration d'une paix durable.

Reçois, cher camarade, l'expression de notre entière confiance et de notre amitié socialiste.

**Le 08/06/02, Pour la section du Gabon, le Secrétaire, Jean-Daniel CHAOUI**